

Loi organique n° 2008-57 du 4 août 2008, modifiant la loi organique des communes promulguée par la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 ⁽¹⁾.

Au nom du peuple,

La chambre des députés et la chambre des conseillers ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi organique dont la teneur suit :

Article premier - Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 56 de la loi organique des communes, promulguée par la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 modifiée et complétée par la loi organique n° 85-43 du 25 avril 1985, la loi organique n° 91-24 du 30 avril 1991, la loi organique n° 95-68 du 24 juillet 1995 et la loi organique n° 2006-48 du 17 juillet 2006 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 56 – paragraphe 3 (nouveau) - Les présidents des communes remplissent leurs fonctions à plein temps dans l'un des cas suivants :

- lorsque la commune est située au chef-lieu du gouvernorat,
- lorsque les recettes ordinaires, réalisées par la commune pendant l'année précédente, sont égales ou supérieures à un montant fixé par décret pris au début de chaque mandat,
- lorsque le nombre des habitants de la commune est égal ou supérieur à un nombre fixé par décret pris au début de chaque mandat.

Art. 2 - Pour le mandat électoral communal 2005-2010, les présidents des communes remplissent leurs fonctions à plein temps dans l'un des cas mentionnés à l'article premier de la présente loi, le montant des recettes ordinaires des communes et le nombre de leurs habitants seront fixés par décret.

Le président de la commune qui, en vertu des dispositions de la présente loi, devient tenu de remplir ses fonctions à plein temps, peut s'en désister, dans ce cas le conseil communal sera appelé à combler la vacance, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 60 du statut des communes.

La présente loi organique sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 4 août 2008.

Zine El Abidine Ben Ali

⁽¹⁾ Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 19 juillet 2008.

Discussion et adoption par la chambre des conseillers dans sa séance du 29 juillet 2008.

Loi n° 2008-58 du 4 août 2008, relatif à la mère détenue enceinte et allaitante ⁽¹⁾.

Au nom du peuple,

La chambre des députés et la chambre des conseillers ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier - Est ajouté à la loi n° 2001-52 du 14 mai 2001, relative à l'organisation des prisons, un article 7 bis comme suit :

Article 7 bis - Les femmes détenues, enceintes ou allaitantes, sont, pendant la période de grossesse et d'allaitement, incarcérées dans un espace approprié, aménagé à cet effet offrant l'assistante médicale, psychologique et sociale à la mère et à l'enfant.

La garde de l'espace susmentionné est assurée par des surveillantes en tenue civile.

Art. 2 - Sont abrogées les dispositions de l'article 9 de la loi ci-dessus mentionnée et remplacées comme suit :

Article 9 (nouveau) - Les enfants accompagnant leur mère, lors de leur incarcération dans le pavillon approprié visé à l'article 7 bis de la présente loi, sont admis à y demeurer jusqu'à l'âge d'un an, cette période peut être prorogée pour une durée n'excédant pas une année, en tenant compte de l'intérêt majeur de l'enfant. Le juge de la famille territorialement compétent statue, à la demande de la mère, sur les cas de prorogation.

Sont soumis au même régime les enfants nés en prison.

A l'expiration de la période d'admission de l'enfant avec sa mère détenue, il est confié à son père ou à une personne choisie par la mère et à défaut, l'administration pénitentiaire en informe le juge de l'exécution des peines qui saisit le juge de la famille territorialement compétent afin d'ordonner les mesures appropriées à l'égard de l'enfant.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 4 août 2008.

Zine El Abidine Ben Ali

⁽¹⁾ Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 23 juillet 2008.

Discussion et adoption par la chambre des conseillers dans sa séance du 29 juillet 2008.